

# MALAWI

<b>GESTION DES RESSOURCES NATURELLES ET SECURITE ALIMENTAIRE.....</b>	<b>2</b>
Programme détaillé pour le développement de l'Agriculture en Afrique (PDDAA) .....	2
Agriculture intelligente face au climat .....	2
Appui agricole axé sur le genre face au changement climatique .....	3
Nutrition .....	3
TerrAfrica .....	4
<b>INTEGRATION REGIONALE, INFRASTRUCTURE ET COMMERCE .....</b>	<b>4</b>
Compétences infrastructurelles pour le développement (IS4D) .....	4
Africa Power Vision (Vision pour l'énergie en Afrique) .....	5
Initiative présidentielle des champions des infrastructures (PICI) .....	5
Programme pour le développement des infrastructures en Afrique (PIDA) .....	5
Énergie durable pour tous (SE4ALL).....	7
<b>INDUSTRIALISATION, SCIENCE, TECHNOLOGIE ET INNOVATION.....</b>	<b>7</b>
Réseau d'expertise africain en biosécurité (ABNE) .....	7
Harmonisation de la réglementation des médicaments en Afrique (AMRH) .....	8
<b>COMPETENCES ET EMPLOI POUR LES JEUNES.....</b>	<b>8</b>
Enseignement technique et formation professionnelle en agriculture (ATVET).....	8
Renforcement des capacités .....	9
Rural Futures .....	9
Genre .....	10

## 1. GESTION DES RESSOURCES NATURELLES ET SECURITE ALIMENTAIRE

### Programme détaillé pour le développement de l'Agriculture en Afrique (PDDAA)

Le Malawi a signé le PDDAA Compact le 19 avril 2010 et entrepris par la suite, du 10 au 16 septembre 2010, l'étude technique indépendante de son Plan national d'investissement agricole. Le plan d'investissement du Malawi, l'Agriculture Sector Wide Approach (ASWAp), porte sur trois domaines : la sécurité alimentaire et la gestion de risque, l'agriculture commerciale, le développement de la transformation agricole et du marché et la gestion durable des terres agricoles et de l'eau.

Outre l'appui technique reçu dans le cadre de la formulation de son PNIA, le Malawi a également été soutenu dans la conduite des activités relevant des Études sectorielles conjointes en matière d'agriculture (JSR) à l'aide des outils formulés par le projet de Suivi des politiques agricoles et alimentaires en Afrique (SPAAA). Une étude des dépenses publiques consacrées au secteur agricole du pays a également été menée en 2013. Le pays a également bénéficié d'un appui technique dans l'intégration des résultats de l'étude aux procédures d'Études sectorielles conjointes en matière d'agriculture. En outre, le pays fait partie de ceux qui bénéficient d'un appui dans la mise au point du Système de soutien aux analyses et aux informations stratégiques (SAKSS). Des mesures pilotes axées sur la demande, modulaires et à court terme pour la formation agricole (à travers des chaînes de valeur sélectionnées) ont été proposées par des institutions de formation agricole publiques et privées à environ 200 jeunes agroentrepreneurs dont 60 femmes.

Le pays a tenu la première réunion de travail du PDDAA du 28 au 29 septembre 2011. Le Malawi a reçu un financement du Programme mondial agricole et de sécurité alimentaire (GAFSP) estimé à 39,6 millions USD.

#### **Résultats obtenus :**

Des indications montrent que l'implication active et accrue du secteur privé à travers des partenariats public-privé s'établit comme un avantage essentiel dans le renforcement des modalités de planification et de développement du secteur agricole. D'autres résultats impliquent un accent accru sur une production agricole axée sur la nutrition, l'usage intensifié des semences certifiées et de l'irrigation goutte à goutte.

Agriculture intelligente face au climat

L'engagement auprès du gouvernement est en cours afin de mettre sur pied l'Alliance NEPAD-Malawi pour l'agriculture intelligente face au climat (CSA). Le projet CSA, qui soutient actuellement les plateformes CSA, a pour but d'atteindre 80 000 foyers sur 3 ans pour plus d'utilisation des pratiques CSA.

## Appui agricole axé sur le genre face au changement climatique

Issu d'un processus innovateur articulé autour des consultations impliquant des petites exploitantes sur le terrain et diverses parties prenantes (un approche participative et pluripartite), des analyses préliminaires et des études de cas par pays, le Programme d'appui agricole axé sur le genre face au changement climatique cible 50 000 agricultrices en Éthiopie. Afin d'effectuer la mise en œuvre au niveau local, le projet fournira un appui à l'exécution en vue de combler les vides politiques et institutionnels, renforcer les capacités des petites exploitantes, la création et le renforcement des plateformes de femmes et investir dans la mise à niveau des pratiques réussies et innovantes.

## Nutrition

**Mesurer le coût de la faim en Afrique** : L'objectif global de l'étude internationale menée par le CUA, le NEPAD, le PAM et le CENUA, est de catalyser l'action coordonnée et d'informer la conception des cadres politiques et de programmes orientés vers la nutrition, avec des investissements plus importants pour éradiquer la sous-alimentation des enfants sur le continent. La première phase de cette étude a été effectuée dans 4 pays (Égypte, Éthiopie, Swaziland et Ouganda) et la seconde au Burkina Faso, au Ghana, au Malawi et au Rwanda.

### **10 résultats essentiels sont issus de l'étude « Estimer le coût de la faim » dans les pays concernés par les deux premières phases :**

1. La part de la population africaine souffrant de malnutrition a augmenté de 18 à 28 pour cent à l'échelle mondiale
2. Seul 1 enfant sur cinq souffre de malnutrition avant l'âge d'un an.
3. La plupart des dépenses liées à la malnutrition sont effectuées avant l'âge d'un an.
4. Entre 7 et 18 pour cent des échecs dans les écoles sont dus au retard de croissance.
5. Les enfants souffrant de retard de croissance mettent plus 0,2 à 1,5 ans dans leur cursus scolaire.
6. 8 à 33 pour cent de la mortalité infantile est liée à la malnutrition.
7. La mortalité infantile due à la malnutrition a réduit la main d'œuvre nationale de 1 à 13,7 pour cent.
8. 40 à 67 pour cent de la population active actuelle a souffert de retard de croissance pendant à l'enfance.
9. Les dépenses annuelles liées à la malnutrition de l'enfant sont estimées à 1,9 à 16,5 pour cent de l'équivalent du Produit intérieur brute (PIB).

10. L'amélioration du statut nutritionnel des enfants est une priorité qui nécessite une politique d'urgence afin d'accélérer le progrès socio-économique et le développement en Afrique.

## TerrAfrica

Le Malawi a reçu un appui pour son « Programme national de changement climatique » sous la forme d'assistance technique ainsi que l'appui pour son programme de « Développement d'une approche intégrée pour la gestion des sols et de l'eau dans le bassin du Shiré ». L'objectif était de développer une approche intégrée à la gestion des sols et de l'eau dans le Bassin du fleuve Shiré au Malawi en appui au travail préparatoire du Programme de gestion du Bassin du fleuve Shiré (135 millions USD de l'IDA, le GEF et le LDCF). Les activités couvertes par l'octroi sont entre autres l'appui aux ensembles de données globales et régionales de la base de connaissances sur le changement climatique, la modélisation pour identifier des régions capitales exposées à l'érosion dans le Bassin du Shiré, le matériel de formation et d'exercice sur les portée des besoins hydrologiques, le plan de mise en œuvre et de communication pour le développement d'un plan de mise en œuvre/M&E complet, cohérent à travers un réseau complexe d'institutions. L'appui financier obtenu du TerrAfrica Leveraging Fund équivaut à 1 219 786 USD.

## 2. INTEGRATION REGIONALE, INFRASTRUCTURE ET COMMERCE

### Compétences infrastructurelles pour le développement (IS4D)

L'IS4D a formé soixante-cinq personnes réparties en deux groupes, en 2015 et en 2016, issues de 17 agences publiques dans huit pays africains (**République démocratique du Congo, Ouganda, Kenya, Tanzanie, Malawi, Mozambique, Soudan du Sud et Zambie**). Les sujets abordés portaient sur :

- Une méthodologie « Apprentissage par l'action » qui a fait ses preuves, permettant de soutenir en temps réel les professionnels des infrastructures autour d'un projet en temps réel.
- Un processus favorable à l'apprentissage axé sur les fonctions quotidiennes des participants à travers l'accès à :
  - l'appui technique individualisé régulier de la part de mentors expérimentés et experts
  - Un groupe de soutien de pairs ou une séquence d'apprentissage
  - Une formation en ligne et homologuée en gestion de projet, effectuée par une organisation de formation reconnue basée en Australie.
- Par ailleurs, selon les besoins identifiés, les participants pouvaient accéder à :

- une formation courte spécialisée, tel que les compétences de négociation, le financement des infrastructures et les compétences de leadership et/ou
  - des voyages d'étude et des affectations à court terme auprès des organisations, exécution de tâches liées aux projets basés sur le travail des participants.
- L'IS4D a offert l'expertise théorique et pratique, des visites et des opportunités de large réseautage tant à travers des ensembles d'apprentissage, des cours et des visites de brève durée aux institutions professionnelles.

### Africa Power Vision (Vision pour l'énergie en Afrique)

**Projet de ligne de transmission Nord-Sud :** Ce projet inclut la construction d'une ligne de transmission de 8 000 km, d'une capacité comprise entre 3 000 à 17 000 MW, reliant l'Égypte à l'Afrique du Sud en passant par le Soudan, le Soudan du Sud, l'Éthiopie, le Kenya, l'Ouganda, la Tanzanie, le Malawi, le Mozambique, la Zambie et le Zimbabwe. La ligne reliera ainsi l'Eastern Africa Power Pool (Pool énergétique d'Afrique de l'Est) et le SAPP. Le projet est un interconnecteur régional entre l'Afrique orientale et l'Afrique australe et desservira l'Égypte, le Soudan, le Soudan du Sud, l'Éthiopie, le Kenya, l'Ouganda, la Tanzanie, le Malawi, le Mozambique, la Zambie, le Zimbabwe et l'Afrique du Sud.

### Initiative présidentielle des champions des infrastructures (PICI)

**Projet routier et ferroviaire du corridor Nord Sud :** Précisément, ce projet porte sur la construction d'un interconnecteur transcontinental multimodal.

**Débloquer les goulots d'étranglement pour les projets de large bande de TIC et de la fibre optique** Relier les états voisins : Le projet nécessite un engagement et une volonté politique pour débloquer les goulots d'étranglement politiques ayant un impact sur l'exécution des projets de large bande de TIC et de fibre optique sur le continent.

### Programme pour le développement des infrastructures en Afrique (PIDA)

**Programme TAH :** Il s'agit de la première phase du programme de connectivité continentale qui met l'accent sur la réalisation et la normalisation des liens manquants du programme TAH d'ici 2030.

**Single African Sky** phase 1 (conception et implémentation préalable) : Single African Sky est un programme continental qui mettra au point pour le continent africain, un système de navigation aérienne de pointe, basé sur le satellite.

**Application de la Décision de Yamoussoukro :** Il s'agit d'accélérer l'application de la Décision de Yamoussoukro en identifiant les pays prêts à l'appliquer entièrement, et en concluant un accord avec

leurs gouvernements et leurs compagnies aériennes pour le lancement d'un club de volontaires sur une base d'adhésion totale.

**Environnement favorable aux TIC** : Ce programme vise à créer un environnement plus propice aux investissements du secteur privé dans les infrastructures à large bande à haut débit.

**Infrastructure terrestre de TIC pour la connectivité** : Ce programme a deux composantes principales : a) sécuriser la connexion de chaque pays par au moins deux infrastructure à large bande et b) assurer l'accès au câble sous-marin à tous les pays enclavés. Le Kenya fait partie des pays participants.

**Programme Internet Exchange Point (IXP)** : Ce programme a pour objectif de fournir à l'Afrique un nœud d'échange d'Internet approprié afin de maximiser le trafic interne.

**Corridor de transmission d'énergie Nord-Sud** : Il s'agit d'une centrale hydroélectrique de 1 600 MW. La ligne de 8 000 km ira d'Égypte en Afrique du Sud passant par le Soudan, le Soudan du Sud, l'Éthiopie, le Kenya, le Malawi, le Mozambique, la Zambie, le Zimbabwe.

**Corridors multimodaux Beira-Nacala** : Ce projet a pour but de réhabiliter / reconstruire les lignes de chemin de fer et les tronçons routiers, y compris les postes frontaliers à guichet unique le long des corridors, renforcer les compétences au niveau des ports, y compris les grands travaux de dragage au port de Beira, le développement des ressources naturelles, y compris le terrain carbonifère de Moatize dans la vallée du Zambèze. Le projet contribuera à la promouvoir l'utilisation des ports comme principales voies d'exportation.

**Fibre optique terrestre des TIC Lusaka-Lilongwe** : Le projet vise à réduire les prix livrés de la connexion Internet et à fournir des capacités supplémentaires.

## Compétences infrastructurelles pour le développement (IS4D)

L'initiative **Infrastructure for Skills Development (IS4D)** est un projet de renforcement des capacités lancé en février 2015 conjointement par le gouvernement australien et l'Agence du NEPAD. Le projet a pour but de renforcer les compétences de gestion dans le secteur public afin d'accélérer la réalisation de projets infrastructurels PIDA prioritaires à travers l'Afrique grâce à l'apprentissage actif. Le projet est exécuté au moyen d'une combinaison de cours de niveau universitaire fournie à distance (en ligne), ainsi qu'à un apprentissage pratique axé sur la résolution de problème émanant des projets professionnels d'autres participants.

Un total de **65 participants issus de huit pays africains**, y compris le Malawi, ont bénéficié d'une formation. Les participants étaient issus des agences et organes de réglementation du secteur public à travers les corridors de transport et de transmission d'énergie. Outre le Malawi, les pays ayant

participé au projet sont la République démocratique du Congo, le Kenya, la Tanzanie, l'Ouganda, le Mozambique, le Soudan du Sud et la Zambie.

## Énergie durable pour tous (SE4ALL)

Au début de 2014, le Malawi faisait partie des 37 pays africains sur 42 à effectuer une évaluation rapide de l'écart en termes d'accès à l'énergie durable. La prochaine étape consiste pour ces pays à développer un Agenda d'action (AA) SE4ALL et à effectuer des Prospectus d'investissement (PI). Pour soutenir ce processus, les partenaires de Centre SE4ALL Africa ont élaboré les Directives africaines pour les agendas d'action nationaux en matière de SE4ALL. Les Directives africaines ont énoncé les principes et le processus d'élaboration des Agendas d'action et ont mis en exergue une approche équilibrée des solutions centralisées et décentralisées pour atteindre l'accès universel aux services d'énergie. Au Malawi, le Plan d'action SE4All et le Plan d'investissement SE4All sont en cours d'élaboration.

## 3. INDUSTRIALISATION, SCIENCE, TECHNOLOGIE ET INNOVATION

### Réseau d'expertise africain en biosécurité (ABNE)

Les compétences techniques ont été renforcées afin d'établir et de gérer les systèmes de biosécurité pour l'usage sécurisé de la biotechnologie agricole moderne. D'autres appuis techniques ont été fournis parmi lesquels les ateliers nationaux de formation en biosécurité, des cours brefs en biosécurité dans des institutions africaines et partenaires hors d'Afrique, notamment l'Université du Michigan aux États-Unis, des stages de biosécurité, le conseil technique et les ressources des informations en biosécurité.

Des cours intensifs de biosécurité constituent une partie intégrante des activités de l'ABNE en Afrique. En 2014, l'ABNE a offert un cours intensif de biosécurité à l'université de Makerere en Ouganda et de biotechnologie agricole à l'Université du Michigan aux États-Unis. Un total de 24 régulateurs ressortissants de l'Éthiopie, du Kenya, du Malawi, du Mozambique, de l'Ouganda et du Zimbabwe ont obtenu d'amples informations sur les bases de la science de biosécurité, de la politique et de la réglementation, l'évaluation et la gestion des risques liés aux OGM et la communication et la sensibilisation sur la biosécurité.

Le Réseau d'expertise africaine en biosécurité poursuit la mise au point de systèmes de biosécurité fonctionnels dans les États membres de l'UA afin de fournir l'opportunité aux pays de bénéficier de

l'application de la biotechnologie agricole sans compromettre la sécurité des hommes et de l'environnement. Le programme couvre actuellement 16 pays notamment **le Nigeria, le Ghana, le Kenya, l'Ouganda, le Malawi, le Togo, le Swaziland, la Zambie, l'Éthiopie, la Tanzanie, le Soudan et le Burkina Faso.**

## Harmonisation de la réglementation des médicaments en Afrique (AMRH)

**Une importante loi type de l'UA pour harmoniser les systèmes de réglementation des produits médicaux** a été adoptée par les Chefs d'État et de gouvernements africains en janvier 2016 au Sommet de l'UA à Addis Abeba, en Éthiopie. La loi type de l'UA servira à accélérer l'application de la réglementation des produits médicaux et des technologies saines de qualité, à prix abordables au Malawi.

L'Agence du NEPAD a travaillé avec le gouvernement du Malawi et trois autres États membres à savoir le **Lesotho**, la **Zambie** et le **Mozambique**, afin d'évaluer et de négocier le Projet d'appui aux systèmes sanitaires et de lutte contre la tuberculose en Afrique Australe grâce au financement de la Banque Mondiale. Le projet a été approuvé pour le financement en mai 2016 avec un financement total de 122 millions USD. Durant la mise en œuvre du projet, l'Agence du NEPAD soutiendra les quatre pays en fournissant la connaissance, la coordination et l'harmonisation afin d'atteindre les objectifs du projet.

## 4. COMPETENCES ET EMPLOI POUR LES JEUNES

### Enseignement technique et formation professionnelle en agriculture (ATVET)

Au Malawi, l'ATVET a été mis sur pied en août 2014. Un exercice de cartographie a été menée initialement afin d'élaborer le statut de l'ATVET et d'identifier les acteurs et les institutions compétents capables de soutenir la mise en œuvre de ce projet. Les acteurs et les parties prenantes identifiées sont entre autres l'Autorité en charge de la formation et de l'enseignement professionnel, entrepreneurial et technique (TEVETA), le Conseil national pour l'éducation supérieur (NCHE), les institutions publiques de l'ATVET (Malawi College of Fisheries, Community Colleges [Naminjiwa, Mponela, Mbandira Ngará] et le Centre de formation en résidence de Lisasadzi, à Thuchira), les institutions privées de l'ATVET notamment l'école de formation professionnelle de DAPP à Mikolongwe, le Centre de formation professionnelle Stephanos, l'Institut de formation professionnelle



St. Jean de Dieu, les organismes nationaux et privés d'employeurs et d'employées tels que l'ECAM, le MCCI.

Deux études supplémentaires ont par la suite été menées; l'une portait sur l'identification des besoins en compétences dans les chaînes de valeur et l'autre était une analyse des compétences organisationnelles des institutions de l'ATVET.

Deux chaînes de valeur en horticulture (mangue et ananas) et une chaîne en aquaculture ont été sélectionnées au Malawi. Le projet soutiendra le développement de programmes précis et de normes professionnelles pour ces chaînes de valeur. L'accent a été mis sur la Formation et l'enseignement basés sur la compétence (CBET) dont l'objectif est de préparer les institutions participantes à une mise en œuvre efficace.

En 2016, les compétences des 4 Centres de formation agricole dans l'application du programme moderne et de l'Approche basée sur la compétence (CBT) ont été renforcées pour l'offre de formations.

Le processus d'élaboration du programme est en cours et implique des consultants nationaux et internationaux concernés par le projet. Il existe des plans d'intégration de l'ATVET à l'Approche sectorielle agricole du Malawi (le Plan national d'investissement agricole du Malawi) et aux Cadres de qualification. Ils ont pour but d'assurer la mise en œuvre de l'ATVET dans une approche systématique.

## Renforcement des capacités

Afin d'assurer l'implémentation efficace du Cadre stratégique de renforcement des capacités, une évaluation des atouts du pays a été effectuée.

L'unité d'appui et le renforcement des compétences de négociation des pays africains dans le cadre de l'Agenda de développement post-2015 à travers la position commune de l'Afrique (CAP) Par la suite, les priorités de développement de l'Afrique ont été matérialisées dans les ODD.

## Rural Futures

Le Malawi fait partie des dix pays à avoir bénéficié d'un audit des compétences et d'une étude de création d'emploi pour les jeunes. Cet exercice a porté sur l'objectif de la réduction de la pauvreté rurale et du chômage que se fixe le Programme Rural Futures.

Un appui a été fourni au Malawi pour la promotion de l'Emploi décent pour les jeunes en zone rurale et l'Entrepreneuriat en Agriculture et Agroindustrie

## Genre

Le Fonds NEPAD-Espagne a soutenu la construction de deux foyers pour les étudiantes d'un Institut de formation professionnelle.

Le Malawi faisait partie des pays qui ont bénéficié de l'autonomisation économique et financière. 74 435 personnes dans le continent ont bénéficié d'un appui dans l'acquisition et l'amélioration de leurs compétences aux activités rémunératrices. Par ailleurs, une équipe technique a été déployée pour stimuler la production agricole pour les besoins de la consommation et du commerce, l'accès accru aux services d'extension agricole, la promotion d'une prise de décision inclusive du genre et la création d'un environnement favorable à l'accès aux terres. En plus, le constat fait état du renforcement du régime foncier et la légalisation des titres fonciers pour les femmes, de l'amélioration de la création des emplois de jeunes, le promotion de la gestion des PME et l'intensification des échanges régionaux et informels.

Par ailleurs, le projet de financement espagnol - NEPAD a renforcé les compétences de 25 438 femmes sur toute l'Afrique à travers le renforcement des capacités institutionnels.